

RUANDA-URUNDI
Service Pénitentiaire

Prison de

Ngazizi

2e 9484
 RE 15689
6905

Nom : INZABAVANYUMAOrigine : NinyanzovuChefferie : BugoyiTerritoire : KinyiProfession : cultivateurN° du R.E. : 9484 15689

Formule dactyloscopique :

Arrêté le : 21. 4. 54Condamné le : 14-10-54 à

Un an et six mois S.P.R.
 75 f. par an 4/200
 400 f. d.i. en 1 mois c.p.

1/4 de peine : (4. 9. 54) après fugt.Sorti le : 18. 10. 55 / 22. 10. 55 / 24. 11. 55
25. 10. 55Transféré le : 27-11-54 - Kinyi

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

Ruhengeri



10076

LE GARDIEN.

Proposition de Libération conditionnelle.

Indentité : NZARAYIMU A. (nom - prénoms)
fils (fille) de Sinamenye (ev) et de Nyirabishyimbo (ev)
Originaire de Kinyanzovu, chefferie Bugoyi, territoire de Nisenyi
âgé de
Profession :

Frais: 75 frs.
D.I.: 400 frs.

Juridiction qui a prononcé la sentence	Tribunal de Résidence du Ruanda
Date du jugement	4 octobre 1954
Motif de la condamnation	Vol simple
Durée de la servitude pénale principale	1 an et 6 mois
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	21 avril 1954
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	(4.9.54) après jug ^t
Evasions	
Date de libération définitive	18. 10. 55

RESERVÉ A L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Résumé des circonstances de l'infraction — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Condamné primaire, adulte valide, célibataire

a soustrait frauduleusement au préjudice de s/chef Nanyitsinga 7 porcs

Defavorable.
12/11/54
S. 1907

id. 14/11/54

Defavorable
19. 11. 54

L'officier du Ministère Public.

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. - Après trois mois dans les cas contraires.
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle.

Date approximative de naissance

Décision de l'autorité administrative

Renseignements du Gardien de Prison

sur la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, les ressources de celle-ci, etc...

Dijon - 21/1/1955
 Déclaration - 14. III 1955
 I den 26. 7. 55

Résidence d. Ruanda

N° R.E. / 6905/Rub.

Prison de Kigali

R. M. P. N° /

FICHE DU DÉTENU : Nzabavanyuma

Originaire de la chefferie Bugoyi

Territoire Keisuri

Résidence ou district Ruanda

Condamné le 4. 10. 1954, par C. R. R.

à un an et six mois s. p. p. 75f. paris + 400f. d. r.

du chef de Vol simple

Renseignements divers :

(Totalité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît

PUNITIONS

Dates	Motif	Peine
<p>22.2.55</p> <p>4.4.55</p>	<p>Crant</p> <p>Crant</p>	

Ruanda-Urundi

REQUISITION

à fin

D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A KIGALI
Conseil de guerre

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de 1^{re} Instance, résidant à Kigali

Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de Kigali

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé NZABAVUMIRA, préqualifié

15689

condamné par jugement du

Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali

Conseil de guerre de

du 4 octobre

1954, devenu irrévocable le 14 octobre 1954

à / de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de / (ou) à QUELQUES JOURS

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de 75 francs

montant des frais du procès (ou) à UN MOIS de contrainte par

corps faute de verser la somme de 400 francs montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A Kigali, le 22 octobre

1954

L'Officier du Ministère Public,

J. LUY,

Date expiration s.p.p.

Libéré conditionnellement le

CONDAMNER NABAVANYU et NICKABILI à payer solidairement à LAYI-TSINGA à titre de dommages-intérêts la somme de QUATRE CENTS FRANCS en édictant une contrainte par corps à subir par chacun soit UN MOIS en cas de non payement dans le délai de DIX-HUIT JOURS;

ET ATTENDU qu'il y a lieu de craindre que les condamnés NABAVANYU et NICKABILI ne parviennent à se soustraire par la fuite à l'exécution du présent jugement, ORDONNE LEUR ARRESTATION IMMEDIATE;

AINSI jugé et prononcé à l'audience publique du 4 octobre 1954 à Ngalé à laquelle siégeaient Messieurs :

ARTHUR LESTRADE,
EMILE LAMY,
PIERRE DELFOSE,

Juge suppléant,
Officier du Ministère Public,
Greffier.

LE GREFFIER
sé/ P. DELFOSE,

LE JUGE SUPPLÉANT,
sé/ A. LESTRADE,

Pour copie certifiée conforme

LE GREFFIER
P. DELFOSE



REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

Reg. du M.P. No

4990/F.

Reg. du rôle, No

1215

TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A
KIGALI

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{re} Instance, résidant à Kigali

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923:

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à Kigali
de recevoir et emprisonner le nommé NZABAVANYUTA, préqualifié

condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali
en date du 4 octobre 1954, devenu irrévocable le 14 octobre 1954
à UN AN ET SIX MOIS de SP. I.
du chef d e vol simple

Kigali . le 4 octobre 1954

L'Officier du Ministère Public,

J. LANY,

Date d'arrestation :

RMP. 4990/F

R. P. N° 1215

R. M.



ASSIGNATION A PRÉVENU

L'an mil neuf cent cinquante ~~XXXXX~~ quatre le neufième jour de mois d août

A la requête de l'Officier du Ministère Public près le Tribunal de 1^{re} Instance du Ruanda-Urundi à Kigali

Je soussigné, PEEL Jacques

Huissier assermenté

de résidence à KIGALI

Ai donné assignation et laissé copie à NZABANYURA, fils de Sinamonyo (ov) et de
Nyirabishyimbo (ev), orig. coll. Kinyanzovu, chef. Bugoyi, terr. Kisenyi,

faisant profession de --

résidant à Kinyanzovu, actuellement détenu à Kigali

Etant à KIGALI

et y parlant à lui-même

A comparaître devant le Tribunal de Résidence du Ru. séant à KIGALI en matière répressive

le 1^{er} octobre 1954 à 8 heures du matin, pour

AVOIR, à Kinyanzovu, territoire de Kisenyi, résidence du Ruanda, entre le 1^{er} juillet 1953 et le 21 avril 1954, frauduleusement soustrait sept porcs au préjudice du sous-chef Kayitsinga. fait prévu et puni par les art. 79-80 du CP; L.II.

Y présenter ses moyens de défense et entendre prononcer le jugement à intervenir.

Dont acte. Coût :francs

L'HUISSIER,

Jacques



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda à Kigali
Police de (1) NDABAVANYU A préqualifié

Vu les pièces de l'instruction à charge de

prévenu de abus de confiance

Vu l'ordonnance en date du 3 mai 1954
autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M. agréé par
nous, (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 3 mai 1954

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali le 18 mai 1954

Suppléant
Le Juge du Tribunal de { Résidence de Ruanda à KIGALI
Police de

R. BOURGEOIS,

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

IMP. 4990/F

L'an mil neuf cent cinquante quatre le troisième jour du mai mois de

Par devant Nous R. BOURGEOIS Juge de Tribunal de Résidence de Ruanda à KIGALI
Juge de Tribunal de Police de a comparu le nommé Ndabavanyuma

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence du Ruanda à KIGALI
a exposé qu'une instruction du chef de abus de confiance

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité, que le fait paraît constituer une infraction à l'égard de laquelle la loi commine une peine de S.P. de plus de six mois que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose:

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le troisième jour du mai mois de

Nous R. BOURGEOIS Juge Suppléant du Tribunal de Résidence de Ruanda à KIGALI
Juge de Police de

Attendu que le nommé NDABAVANYUMA
est prévenu de abus de confiance
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de peine supérieure à six mois
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la requisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé NDABAVANYUMA
KIGALI
soit conduit et détenu à la prison de

Notifié au prévenu le

195...

Suppléant,

Le Juge.

R. BOURGEOIS,



PRO-JUSTITIA

PROCÈS-VERBAL D'ARRESTATION

L'an mil neuf cent cinquante quatre, le vingt et unième
jour du mois de avril

Nous, Majs R. Officier de Police Judiciaire à compétence
en Territoire de Kisenyi

Avons, en vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale,

saisi le nommé NZABAVANYUMA, fils de Simonye (cv)
et de Nyirabishinbo (cv), originaire du Territoire de Kisenyi
chefferie Bugoyi, sous-chefferie Kayitanga
colline Kinyansovu et, résidant à

inculpé de abus de confiance. et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de-(1) plus de deux mois-(2) au moins six mois de servitude pénale et-(1) qu'elle est fla-
grante ou réputée telle - (2) que nous avons recueilli des indices sérieux de culpabilité. nous l'avons fait conduire
devant le parquet de Kigali.

Je jure que le présent procès-verbal est sincère.

L'Officier de Police Judiciaire,

arrêté le 21.4.54

par O.P.J. Majs R.



(1) (2) Si la saisie se fait en dehors d'un rayon de 25 km. du lieu où se trouve l'autorité judiciaire chargée de poursuivre ou dé-
primer l'infraction.